

Une rentrée sans accroc... avec le masque bien haut sur les yeux !

Blanquer n'a eu de cesse de le clamer pour mieux faire son auto-promotion : l'école reste ouverte !

Une rentrée sous contrôle ?

Est-elle vraiment ouverte pour nos collègues devant montrer un passe sanitaire ? Est-elle ouverte pour les élèves sans couverture vaccinale s'ils sont cas contact, alors que les cours d'EPS ou les sorties scolaires se font sur des créneaux et dans des lieux accueillant du public ? Est-elle ouverte pour les jeunes des filières professionnelles qui doivent aller en stage pour valider leur formation ? L'école devient bien un lieu de discrimination.

Le protocole sanitaire imposé par le ministre, réduit et pas toujours clair, a conduit à la fermeture de 44 classes drômoises après quinze jours de classe : voilà malheureusement un bel accroc dans le masque.

Comment tester la population scolaire massivement sans remettre en cause l'échec de la campagne du printemps dernier ? Comment vacciner massivement sans recruter davantage de personnels médico-sociaux pour rencontrer, aider et convaincre les élèves et leurs parents de se protéger ? Là encore : impréparation et mépris comme marques de fabrique de la rentrée.

La stratégie du choc

Comme la situation sanitaire ne pose plus problème pour le recordman de la longévité du Ministère de l'Éducation Nationale, c'est donc le moment pour ce dernier de vanter un insupportable bilan.

L'augmentation salariale historique de la profession, c'est Blanquer ! Mais c'est oublier qu'une partie de cette revalorisation a été actée sous la mandature précédente puis bloquée par l'actuel Gouvernement. L'autre partie ne concerne qu'une partie des personnels et repose sur des primes. Le relèvement du minimum Fonction publique pour l'aligner sur la hausse du SMIC ne peut être suffisant au vu du gel constant du point d'indice. En revanche, il tassera mécaniquement les évolutions salariales en réduisant les écarts entre les échelons. De même, la création d'un tableau d'avancement pour les AESH ne pourra constituer une véritable avancée que lorsqu'il sera associé à une grille salariale digne de ce nom. Ayons constamment en tête deux chiffres : 266 millions d'euros sous conditions pour les personnels de l'Éducation Nationale et

20 milliards attribués sans contrepartie pour les grandes entreprises.

De même, la réforme des lycées, censée libérer les élèves qui peuvent dorénavant faussement choisir ce qu'ils aiment, la fin des examens nationaux qui doit les soulager de l'angoisse des épreuves terminales, la mort programmée de l'Éducation prioritaire : c'est Blanquer ! Mais les réformes de réformes poursuivent la politique néo-libérale de destruction du service public d'éducation : les élèves sont constamment leurrés et sélectionnés, les agents maltraités et méprisés. En même temps, à Marseille, Macron insulte les personnels territoriaux soi-disant absentéistes et cherche à imposer le recrutement des enseignants au local par des directeurs d'école transformés en managers. La stratégie est claire : casser le Service Public d'Éducation, faire en sorte qu'il « ne fonctionne pas » pour mieux le privatiser.

Une réaction nécessaire

Il est donc plus que temps de se mobiliser : un plan d'urgence est nécessaire pour sauver l'Éducation. Le Gouvernement est actuellement en train de construire un « budget de campagne » pour tenter de faire réélire Macron. De l'argent, Bercy en trouve. Imposons un collectif budgétaire pour recruter immédiatement des personnels au service des élèves et des étudiants. La FSU, dans le collectif « Plus jamais ça », propose des solutions pour sortir de la crise et ouvrir l'École.

La journée intersyndicale « Éducation » du 23 septembre est la première étape d'une campagne d'actions. Les retraités seront à leur tour dans la rue le 1er octobre. Soyons nombreux le 5 octobre, journée d'action intersyndicale et interprofessionnelle ! Soutenons les AESH le 19 octobre !



**Christophe Dumaillet
et Amélie Chapapria,**
Secrétaires FSU 26

Face à la com' et au mépris, l'urgence de l'action

Bilan(s) de rentrée

Depuis 5 ans maintenant, le rituel de rentrée version start-up nation est bien rodé : annonces du ministre dans le JDD pour faire office de circulaire, déclarations à l'emporte-pièce (les écrans plats cette année) et annonces plus proches de OUI-OUI au pays des jouets que de la réalité (au choix : la rentrée se passe bien, le protocole sanitaire est parfait, les profs sont augmentés, ...).

Face à cette réalité alternative, il convient de montrer encore combien on est loin du compte. Au niveau national, le bilan Blanquer est catastrophique : dans le second degré, ce sont 7 490 postes qui ont été supprimés sur 5 ans, alors que le nombre d'élèves augmentait de plus de 63 600 dans la même période. C'est l'équivalent de 166 collèges qui aura été supprimé !

Au niveau départemental, même son de cloche de la DSDEN et du rectorat : tout va bien ! Comment peut-on affirmer cela alors que des élèves n'ont pas encore d'enseignants devant eux, alors que la désorganisation est totale dans les lycées à cause de la réforme, alors que la mise en place du protocole sanitaire donne lieu à autant de déclinaisons qu'il y a d'établissements, alors que les classes en collèges sont surchargées au point que les AESH n'ont pas de place pour aider les élèves qu'elles ont en charge, alors que les postes d'AED ne sont pas tous pourvus, qu'il y a pénurie de professeurs en voie professionnelle, alors qu'il manque des AS, des Psy-EN, des infirmières, alors qu'il y a déjà des classes non remplacées en septembre et que les autorités refusent d'ouvrir la liste complémentaire du CRPE...

La colère doit laisser la place à l'action

La colère est légitime et elle devient le principal moteur des actions des collègues qui perdent le

sens de leur métier, ou encore face aux absurdités de l'administration, notamment dans l'affectation et la réaffectation des TZR cette année ou dans le sabotage du remplacement dans les écoles par une plateforme départementale.

La journée de grève et de manifestation du 23 septembre, par la présence de plusieurs établissements et d'un collectif TZR, montre que la grogne monte.

La journée interprofessionnelle du 5 octobre est le moment suivant pour faire valoir nos revendications, notamment sur les salaires et le dégel du point d'indice (un certifié ou un CPE gagne 1968 euros net après 11 ans de carrière), sur un plan d'urgence qui doit permettre à nos élèves de « rattraper » les conditions d'apprentissages chaotiques de ces deux dernières années.

Replacer l'éducation au cœur des débats

Enfin, en cette année d'élections, il est plus que temps de faire remonter les questions d'éducation au cœur des débats, en promouvant le projet du SNES-FSU, celui d'une école émancipatrice, qui garantit l'égalité des chances et la promotion sociale sur l'ensemble du territoire ; plutôt que de voir des débats stériles sur des thématiques d'extrême-droite ou des annonces populistes pour flatter un hypothétique électorat.

Dans ce contexte, une mobilisation forte le 5 octobre est plus que nécessaire.

Jacky Mabilon, secrétaire du SNES 26



ENSEMBLE, PUBLIC, PRIVÉ, SOYONS SOLIDAIRES
ET PRENONS NOTRE DESTIN ENTRE NOS MAINS !

EN GRÈVE ET AUX MANIFESTATIONS LE 5 OCTOBRE

Contre le fichage de syndicalistes par l'extrême droite

Plus de vingt syndicalistes ont été, avec des universitaires, des artistes, des journalistes, des avocat-es, mais aussi des militant-es issu-es d'associations, de partis politiques, fiché-es par un site d'extrême droite pour leur prise de position contre le racisme.

Les organisations [CGT](#), [FSU](#), [Solidaires](#), [UNEF](#), [MNL](#) et [UNL](#) ont publié un communiqué le 21 septembre pour exprimer « une solidarité et un soutien total aux personnes ainsi scandaleusement fichées et à ses militant-es en particulier. Elles s'associeront aux actions, y compris judiciaires, qui seront intentées pour poursuivre les auteurs-trices et leurs organisations. »

« Le climat de la campagne présidentielle polarisée par la rhétorique du RN et d'autres figures de la droite radicale, les polémiques médiatiques incessantes sur l'islam, mais aussi les politiques réactionnaires du gouvernement Macron et les propos de certains ministres comme Frédérique Vidal, JM Blanquer ou G. Darnaudin cautionnent et favorisent les agissements de l'extrême droite. En l'occurrence, ce fichage montre le sentiment d'impunité dont les auteurs-trices croient pouvoir bénéficier. »

OUI, il y a une vie syndicale après la retraite !!!

Depuis 2010, elle s'exprime, pour les retraité(e)s syndiqués de la FSU26, par des actions et des mobilisations répétées avec les organisations membres du Groupe des 9 signataires de l'appel au 1^{er} octobre (v. *bas de page*).

Dans la Drôme, l'activité des retraités de la FSU se concrétise au sein de la FGR-FP 26 (Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique) qui regroupe aussi des adhérents directs et des membres d'autres syndicats (retraités de la FP). Si vous prenez votre retraite cette année et restez syndiqué(e), vous en êtes automatiquement adhérent.

A cet égard, comme depuis plusieurs années l'Administration ne communique plus aux syndicats la liste des collègues partant à la retraite, nous vous invitons - si vous êtes dans ce cas à cette rentrée ! - à **vous faire connaître rapidement auprès de nous** par mail (fgrfp_26@orange.fr) ou SMS (**06-07-44-77-28**) en nous indiquant vos Nom - Prénom, syndicat d'appartenance et un moyen (*adresse courrier ou mail*) de vous faire parvenir nos publications et informations diverses.

Ceci permettra aussi aux copains des syndicats de mettre à jour leurs bases. Vous en remerciant par avance, nous espérons vous croiser bientôt dans nos réunions ou lors d'actions collectives **et vous souhaitons une très bonne retraite.**

J.Paul Tarel / Danièle André - Robert Faresse - Michèle Buclon .
(SNUipp) (SNES) (SNEP)

Le mot du secrétaire départemental de la FGR-FP Drôme :

Les retraités de la Fonction Publique vivent dans le même monde que les Fonctionnaires actifs. De ce fait, nous sommes solidaires avec nos collègues qui subissent toute une série d'attaques et de remises en cause de leurs statuts comme cela était déjà le cas lorsque nous étions fonctionnaires actifs.

De 1999 à 2022, quatorze années de gel du point indiciaire de la Fonction Publique ont entraîné une baisse du pouvoir d'achat (16 % uniquement pour la période 2010 à 2022) et, automatiquement, une baisse du niveau des pensions pour le départ en retraite de bon nombre de fonctionnaires (entre 700 et 900 euros mensuels). De plus, la réforme des retraites envisagée par Emmanuel MACRON va être terrible pour les Fonctionnaires qui, en plus de perdre leur régime particulier, vont perdre les rares points positifs qui restaient (prise en compte des 6 derniers mois pour établir le niveau de pension). Rappelons utilement que primes ne valent pas salaire.

L'augmentation des dépenses contraintes (électricité, gaz...) touchent tout aussi bien les actifs que les retraités.

La FGR dénonce la remise en cause des droits et garanties

statutaires, en particulier à travers le programme « Action Publique 2022 ». La pandémie que nous traversons tous illustre, a contrario, l'importance et l'utilité de la Fonction Publique, notamment les services publics de Santé et d'Éducation. Et ce ne sont pas les transferts de compétences au secteur privé qui garantiront l'équité territoriale pour les citoyennes et les citoyens de ce pays.

« Les retraité(e)s continueront de lutter pour leurs revendications, seront mobilisés le 1^{er} Octobre et seront à nouveau aux côtés des actifs dans leurs combats futurs » (Marc Le Desert, secrétaire général de la FGR-FP, le 08 juin 2021).

La section drômoise de la FGR-FP n'oublie pas tout ce pourquoi ses adhérents ont lutté durant leur vie active et vous invite à ne rien lâcher sur les acquis précédents et à agir contre tout ce qui vise à détériorer vos conditions de travail, vos possibilités de formation et tout simplement vos conditions de vie.

Gérard ESTIOT secrétaire dép. de la FGR-FP26,
syndiqué au SNUipp26.

1^{er} octobre, 5 octobre : Nos vies valent mieux que leur profit !



Les crises sanitaire, économique et sociale actuelles accentuent la détérioration des conditions de vie des retraité(e)s.

Gouvernement et patronat, ne tirant aucune leçon de leur gestion de la crise sanitaire, font le choix de ne pas changer de cap. Pire, ils accélèrent, par leurs mesures autoritaires, le processus de transformation de la société en poursuivant leur politique régressive. Ainsi, la réforme des retraites, rejetée en majorité par la population, revient dans l'actualité.

Heureusement, la Sécurité Sociale, notre système de santé, l'ensemble des services publics, malgré les attaques, ont permis d'atténuer les effets de la pandémie et de la crise économique et sociale.

Les retraités et les actifs, les jeunes et les privés d'emplois refusent de payer la crise.

Les retraités rejettent la logique qui consiste à dire et à penser qu'ils sont de manière inéluctable un coût pour la société !

Au contraire, c'est l'inverse, ils sont acteurs dans l'économie locale, dans la vie sociale, ils sont source d'emplois dans l'accompagnement des personnes âgées à domicile comme en établissement.

Avec la baisse structurelle de leur pouvoir d'achat, les retraités vivent de plus en plus mal et sombrent de plus en plus dans la précarité. Dans la même période, le capital pour sa part a engrangé des profits : + 62 % pour les plus riches de la planète, + 170 milliards pour les milliardaires français. C'est intolérable !

C'est pourquoi nos 9 organisations appellent à la journée de mobilisations et d'actions du 1er octobre pour la satisfaction de leurs justes revendications :

- Augmentation et revalorisation immédiate des pensions et retraites de base et complémentaires.
- Des revalorisations pérennes chaque année, pas de retraite inférieure au SMIC.
- Des moyens supplémentaires pour les services publics de proximité et le système de santé publique.
- Pour une loi « Autonomie » conforme aux attentes des personnels et personnes concernées.
- Pour une Sécurité Sociale financée par les cotisations sociales afin qu'elle assure pleinement ses missions ...

Autant de raisons pour lesquelles nous nous joindrons aux actifs du public et du privé et participerons sans réserve à la journée d'action du MARDI 5 OCTOBRE !

Plan de relance du gouvernement : ni social, ni écologique

Avec 100 milliards d'euros, Jean Castex annonce une série de mesures pour relancer l'économie française après le confinement. Il ne fait en réalité que répondre aux demandes du MEDEF, sans répondre aux urgences sociales que connaît le pays et à la nécessaire bifurcation écologique.

L'orientation générale de ce plan est un soutien aux entreprises, y compris les plus grosses qui n'ont pas toutes des problèmes de trésorerie. Ce sont donc 20 milliards, un cinquième du plan, qui seront consacrés à la réduction des « impôts de production ». Cette baisse d'imposition était déjà en gestation avant la crise du covid et est une demande déjà ancienne du MEDEF. Pourtant, les politiques antérieures de réduction de la fiscalité des entreprises ont rarement favorisé les investissements utiles, et ont surtout servi les profits des actionnaires.

Ces aides ne sont assorties d'aucune conditionnalité sociale ou environnementale. Elles ne seront d'aucun secours pour sauver les salarié·e·s des centaines de milliers de licenciements en cours ou à venir et risquent d'abonder des activités incompatibles avec les limites planétaires. Couplée à une interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits, une sécurité sociale professionnelle associée à un nouveau statut du salarié pourrait a contrario assurer un maintien des droits et des revenus des salarié·e·s menacé·e·s. La relance de l'emploi par l'embauche d'agents publics n'est pas non plus envisagée, alors que le service public fait partie des « amortisseurs » de crise sociale dont l'effet est reconnu depuis la crise de 2008 et que la bifurcation écologique nécessite un accompagnement fort de l'État pour que la volonté politique affichée se décline en mesures concrètes.

De même, les sommes allouées aux minimas sociaux et aux personnes les plus précaires sont ridicules par rapport à ce qui est offert aux entreprises : 1 milliard d'euros (hausse de l'allocation de rentrée et repas à 1 euro en restaurant universitaire, aide aux associations et à l'hébergement d'urgence)... soit 1% du budget du plan de relance !

La baisse de la fiscalité sur les entreprises et l'absence de réforme fiscale qui s'attaquerait aux profits, est aussi un

obstacle pour mettre en œuvre une transformation écologique de la société. Elle prive un peu plus les collectivités de fonds pour modifier en profondeur les modes de transports, de production, d'agriculture ou de logement, autant qu'elle empêche de développer les services publics qui ont pourtant montré leur importance ces derniers mois. Elle rend d'autant plus difficile la création des centaines de milliers de nouveaux emplois, non délocalisables nécessaires pour la transition écologique et les services non marchands.

Aux côtés des mouvements populaires et citoyens, nos associations et syndicats ont des propositions à faire et des combats à mener. Oui, il y a des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire, et ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables. Les mesures d'urgence du collectif unitaire « Plus Jamais Ça » constituent des premières pistes en ce sens. Elles sont amenées à s'enrichir au fil des mobilisations que nous mènerons collectivement.

Le "Plan de rupture", issu des travaux du collectif national et des collectifs locaux de Plus jamais ça peut être téléchargé ici: <https://plus-jamais.org/wp-content/uploads/2021/08/plan-de-rupture.pdf>.

Le collectif Plus jamais ça a également publié en mai 2021 un rapport, intitulé "Pas d'emploi sur une planète morte", déconstruisant les idées reçues sur les pertes d'emplois qui seraient liées à la transition écologique; Il est téléchargeable sur <https://plus-jamais.org/2021/05/06/pas-d-emploi-sur-une-planete-morte/>



Non à la fermeture du Musée de la Résistance et de la Déportation

Le 19 mai, jour de réouverture post-confinement des édifices publics, plusieurs membres du comité de défense du Musée, qui s'était constitué après l'annonce de la municipalité de déplacer le Musée aux archives municipales, se sont présentés devant les portes du Musée à l'heure d'ouverture. Comme ils le pressentaient, alors que le Musée de la chaussure ouvrait ses portes, celles du Musée de la Résistance restaient fermées.

Ces deux Musées cohabitent dans l'espace de visite depuis leur création. Le Musée de la Résistance a été créé en 1972 à l'initiative d'anciens Résistants dont il ne reste aujourd'hui qu'un seul survivant.

Il s'agit d'une décision politique abjecte qui conduit à la disparition du Musée de la Résistance et de la Déportation. Si on avait un doute, le site internet du Musée a également été fermé.

La disparition de ce Musée est une atteinte à la mémoire de ceux qui l'ont créé avec le souci de perpétuer le souvenir de cette période tragique, si importante pour notre histoire locale et nationale, ainsi qu'un profond mépris envers tous ces Résistants qui ont combattu au péril de leur vie pour la libération du pays.

Extraits de la pétition du Comité de défense et de développement du Musée de la Résistance en Drôme et de la Déportation de Romans sur Isère à signer à l'adresse

<https://www.change.org/p/mairie-de-romans-sur-isere-maintien-de-notre-musee-de-la-resistance-en-drome-et-de-la-deportation-de-romans-isere>

Comment ça marche la FSU ?

La FSU est une fédération syndicale constituée de syndicats nationaux, de secteurs ou de métiers relevant du champ de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, de la Recherche, de la Culture et de la Justice.

Aujourd'hui, elle est présente dans les trois fonctions publiques : État, Territoriale et Hospitalière. Avec 155 000 adhérents, La Fédération Syndicale Unitaire est la deuxième organisation syndicale de la Fonction Publique d'État et la première organisation syndicale de l'enseignement.

INSTANCES DÉLIBÉRATIVES

Elles rassemblent les syndicats nationaux, les sections départementales et les tendances.

Les syndicats nationaux disposent, dans toute instance délibérative, de la moitié des sièges, l'autre moitié étant répartie pour la représentation des sections départementales et des tendances.

CONGRÈS FÉDÉRAL NATIONAL

Le Congrès est l'instance souveraine. Il se réunit tous les 3 ans. La date peut en être avancée par décision du CDFN.

Le Congrès débat et vote sur les mandats de la fédération pour les 3 ans à venir.

Le ou la secrétaire générale est élue comme le ou la trésorier(e) par le CDFN, en principe lors du Congrès Fédéral National.

CONSEIL DÉLIBÉRATIF FÉDÉRAL NATIONAL

Le Conseil Délibératif Fédéral National (CDFN) est l'instance délibérative qui se réunit entre les Congrès, en moyenne deux fois par trimestre. Il est composé de 162 membres (syndicats nationaux, sections départementales, courants de pensée). Il délibère des orientations et des mandats de la

Créée en 1993 après l'éclatement de la Fédération de l'Éducation Nationale (FEN), le fonctionnement de la Fédération associe les syndicats nationaux, les sections départementales et les courants de pensée.

Ses statuts actuels favorisent l'égalité en rendant impossible la domination d'un syndicat ou d'une tendance (majorité qualifiée de 70 %).



Fédération dans l'intervalle des congrès.

Il existe dans chaque section départementale le même type de conseil fédéral (CDFD).

Une fois par an au moins, et autant que de besoin, le CDFN est élargi à l'ensemble des sections départementales de la Fédération : les représentants non élus au CDFN ont voix consultative.

BUREAU DÉLIBÉRATIF FÉDÉRAL NATIONAL

Le Bureau Délibératif Fédéral National (BDFN) est composé de 54 membres (syndicats nationaux, sections départementales, courants de pensée). Il se réunit dans l'intervalle des réunions du CDFN une fois par quinzaine (sauf exception).

La règle des 70 % : toute décision requiert une majorité qualifiée de 70 % et aucune tendance ni aucun syndicat ne peut disposer des 30 % de sièges qui pourraient constituer une minorité de blocage.

Il existe aussi dans chaque section départementale un bureau départemental (BDFD).

INSTANCES FÉDÉRALES EXÉCUTIVES

Le secrétariat est une instance qui se compose de 21

membres. Il entoure le secrétaire général et a la responsabilité de l'exécution des décisions. Le secrétaire général représente la FSU et a en charge la mise en œuvre de la politique définie par les instances.

Les secteurs (ou commissions du CDFN) sont des groupes de travail chargés de traiter les dossiers correspondant à leur champ de responsabilité, d'assurer les concertations, de préparer les débats des instances délibératives. Ils contribuent à la mise en œuvre des décisions.

Actuellement, il existe 9 secteurs :

- organisation et vie fédérale,
- trésorerie,
- situation de personnels,
- services publics,
- droits et libertés,
- situation internationale,
- section fédérale des retraités,
- éducation,
- femmes.

PUBLICATIONS

La FSU édite une revue nationale mensuelle «POUR», adressée à tous les adhérents.

La FSU dispose d'un site national <http://fsu.fr>.

La sections départementale de La Drôme a une publication «Singulier Pluriel»

Appel à constitution d'une liste à l'initiative de l'ÉÉ (École émancipée)

Pour un syndicalisme de luttes sociales

Face à l'urgence sociale et climatique, unir les forces pour une société émancipée...

Alors qu'elle se poursuit avec ses centaines de milliers de victimes, la pandémie est aussi un révélateur terrible des inégalités à l'échelle mondiale. L'urgence climatique, pour laquelle quasiment rien n'a été fait ces dernières années, donne corps au slogan « fin du monde, fin du mois, même combat ! »

Ces crises se doublent en France de l'exacerbation d'un pouvoir présidentiel solitaire qui poursuit sa politique de classe au profit des plus riches, et projette une énième cure d'austérité.

La menace fasciste se rapproche dangereusement

Légitimée par ce pouvoir libéral autoritaire restreignant les libertés démocratiques, nourrie par les politiques alimentant la crise sociale depuis des décennies, renforcée politiquement mais aussi « culturellement », notamment via une partie des médias, l'extrême-droite se sent toucher au but.

Pour l'École émancipée, il y a urgence à ce que la FSU s'implique dans une mobilisation la plus large possible contre ces idées, qui se propagent jusqu'au sein du pouvoir à travers sa politique sécuritaire, et qu'elle lutte contre les injustices sociales qui les renforcent.

Tracer un chemin pour un autre projet de société

Même s'il n'a pas pu arracher une victoire franche, le mouvement social et notamment syndical a largement pesé dans l'opposition à Macron. Il y a eu des grèves et manifestations monstres contre le projet de réforme des retraites, des mobilisations féministes et pour les droits des migrant-es, des mouvements de défense des services publics, en particulier celui de l'éducation, ou les marches pour le climat. Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale a largement contribué à impulser cette dynamique de mobilisations, malgré la crise sanitaire.

Ce contexte a poussé la FSU à s'engager dans la construction de « Plus jamais ça », mêlant associations et syndicats dans des luttes sociales et environnementales.

La FSU doit poursuivre dans cette voie en s'appuyant à la fois sur les mobilisations comme sur ce cadre original pour peser sur la campagne électorale de 2022 déjà largement engagée. Cela doit lui permettre de développer ses liens avec la CGT et Solidaires pour avancer ensemble dans la construction d'un nouvel outil syndical, seul à même de contrer l'offensive libérale autoritaire et de tracer un chemin pour un autre projet de société, social, féministe, antiraciste et écologiste.

Pour une FSU offensive, l'École émancipée 26 vous propose de rejoindre sa liste !

Appel à candidatures Unité-Action et sympathisants

Dans un contexte de crise sanitaire et d'attaques menées par un gouvernement néo-libéral et autoritaire, la FSU a continué de mener les combats sectoriels comme interprofessionnels (Ordonnances Travail, Réformes Blanquer, Loi Fonction Publique, Egalité femmes-hommes, Retraites, Protection sanitaire). Son objectif unitaire reste la construction d'un modèle social juste, solidaire et écologique.

Dans la perspective du congrès départemental, la tendance Unité et Action, avec ses sympathisants, réaffirme les orientations qu'elle propose pour la fédération, dans la continuité du mandat 2019-2021. Elle s'engage à élaborer une liste associant tous les secteurs et lance un appel à candidatures sur la base duquel seront élu(e)s les militantes et militants chargé(e)s de les mettre en œuvre dans notre département.

- la FSU co-construit, avec les adhérent(e)s, son projet syndical fondé sur la défense des intérêts des personnels. Son action vise à construire une société plus démocratique, plus respectueuse de son environnement, fondée sur la paix, l'égalité femmes-hommes, la justice sociale et un juste partage des richesses.

- la FSU porte un syndicalisme revendicatif qui réfléchit sur la société et le monde, qui confronte ses analyses avec ses adhérents et les secteurs professionnels et qui se positionne politiquement sur les sujets de société, tout en tissant des liens entre tous les acteurs du mouvement social et tout en organisant avec eux les formes d'action.

- la FSU recherche, sans faire de l'unité interprofessionnelle un préalable systématique, des formes d'action déterminées dans le public et le privé. Elle se donne pour objectif d'améliorer les conditions de travail et la rémunération des personnels, de développer le système éducatif et les services publics, d'améliorer la protection sociale et les retraites.

- la FSU se positionne en faveur d'une réunification syndicale car l'émiettement des forces, hérité de l'Histoire, constitue souvent un obstacle à l'organisation des luttes. La mobilisation la plus large est le moyen nécessaire pour obtenir satisfaction, cela passe par l'information et l'implication des personnels ainsi que par le travail en intersyndicale dans le cadre de réunions locales et d'assemblées générales.

Rejoindre la tendance UA, c'est co-construire une FSU combative ; c'est en faire une force efficace, proche des personnels et rassembleuse, appuyée sur ses syndicats nationaux. Le travail sur les dossiers transversaux doit permettre de réaliser la synthèse fédérale afin de peser, en alliant à la fois propositions, actions et négociations.

Pour U&A et sympathisants, la force de la FSU repose sur la formation et l'engagement de militants venus d'horizons divers, alliant travail dans les instances et mobilisations nécessaires pour établir un rapport de force décisif.